

Il y a aussi l'abaissement des tarifs de transport des marchandises, mais sur ce point aussi nous nous butons à de grands obstacles. En terminant ce bref examen, je vous fais remarquer que le véritable problème pour les agriculteurs de l'Ouest, c'est celui d'une surproduction universelle. C'est-à-dire ils produisent du blé en excédent sur les débouchés ou le pouvoir d'achat des consommateurs. Je citerai le témoignage de deux autorités sur ce point. D'après une estimation faite par la Bristol Corn Trade Association, l'excédent mondial exportable de blé pour l'année agricole terminée le premier juillet dernier, s'élevait à 1,224,000,000 boisseaux et les besoins globaux des pays importateurs de blé se montaient à 752,000,000 de boisseaux. Dans un bulletin publié en décembre dernier, la National City Bank de New-York estime les récoltes de 1930-1931 pour les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine et l'Australie à 1,831 millions de boisseaux, le blé entreposé à 496 millions de boisseaux, ce qui fait 2,327,000,000 de boisseaux, tandis que les importations nettes de vingt pays européens n'atteignent que le chiffre de 580 ou 650 millions de boisseaux.

Qu'est-ce que cela veut dire? Si c'est un problème mondial, il doit y avoir quelque solution mondiale. La chose peut impliquer un syndicat de vente mondial, une entente internationale, mais dès que nous abordons ce point le Gouvernement commence par exprimer son refus d'entretenir des relations avec certains grands pays exportateurs. Nous ne pouvons ignorer la Russie, l'Argentine ou l'Australie dans cette question, monsieur l'Orateur. Pour résoudre le problème, il faut tenir compte de tous ces pays. Selon certains d'entre nous, il faudra modifier entièrement notre système économique pour résoudre la difficulté, mais puisque le Gouvernement se rebiffe contre toute solution d'apparence internationale ou socialiste, à défaut de cela, la méthode qui donne le plus de promesses sous un régime de concurrence, c'est la politique de diminution des frais de production. S'il nous faut continuer l'application de ces méthodes de forbans, les gens de l'Ouest devront diminuer le coût de leur production afin de faire concurrence à l'Argentine et à la Russie.

A quoi cela aboutira-t-il? Ne perdez pas de vue que je suggère là une alternative. Si le Gouvernement refuse la solution d'une entente internationale, il devra adopter un programme fondé sur les directives suivantes: En premier lieu, abaisser le prix des transports. Pourquoi ne pas diminuer les tarifs de transport des marchandises? La compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien a eu d'assez beaux résultats depuis quelques années. J'ai en main des états indi-

quant comment la compagnie et ses filiales ont prospéré. Nous sommes tous plus ou moins au courant des faits. La Commission des chemins de fer lui accorde un profit de 10 p. 100, dont 7 p. 100 sur les opérations du chemin de fer et 3 p. 100 sur les autres activités. Pourquoi ne pas réduire de moitié cette marge de profits? Je ne puis voir pourquoi l'on garantit à une grande corporation comme celle du Pacifique-Canadien un profit de 10 p. 100, tandis qu'un grand nombre de cultivateurs ne font pas même 1 p. 100, mais au contraire subissent chaque année des pertes. Naturellement, M. Beatty s'oppose immédiatement à toute intervention du Gouvernement. Le Pacifique-Canadien et d'autres corporations semblables doivent leur existence même à une intervention du Gouvernement et plus tôt ils le comprendront, mieux ce sera. Pourquoi ne pas réduire de moitié le taux de l'intérêt ou au moins le diminuer sensiblement?

Les bilans annuels des banques indiquent, malgré leurs nombreuses réserves, qu'elles réussissent assez bien, et le monopole dont le Gouvernement les favorise leur permet non seulement de réaliser les profits indiqués dans leurs bilans, mais leur accorde encore un grand nombre d'autres avantages financiers dont leurs directeurs peuvent profiter grâce à leur participation dans différents conseils d'administration. S'il se présente des difficultés d'ordre constitutionnel dans l'adoption d'une loi destinée à diminuer le taux de l'intérêt, je proposerais que le ministère des Finances entreprenne lui-même le commerce de banque en vertu de notre législation actuelle et assure ainsi un taux d'intérêt moins élevé.

Le coût de la vie devrait ensuite être diminué. J'ai ici un graphique très intéressant reproduit par certains journaux agricoles et, avec la permission de la Chambre, j'aimerais à l'inscrire au hansard. Il indique la tendance des prix de novembre 1929 à novembre 1930. Le prix du fer et de l'acier n'a diminué que de 4.3 p. 100. La quincaillerie, d'usage courant, n'a diminué que de 1.6 p. 100. Les produits de la ferme en général ont baissé de 34 p. 100, tandis que le prix du grain de l'Ouest est tombé de 59 p. 100. Cet écart immense entre le prix des produits fabriqués et celui des produits de la ferme devrait être comblé de quelque manière. Il faut que le coût de la vie du cultivateur diminue ou que l'on augmente le prix de son grain. C'est le problème dont nous devons trouver la solution aujourd'hui. Si nous n'y parvenons pas, c'est la ruine de l'agriculture dans l'Ouest.

Voici ce graphique: